

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier - Mise en place de la révision du document organisationnel de portée communale pour la gestion des crises - Approbation

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

La loi de modernisation de sécurité civile n°2021-1520 du 25 novembre 2021, déclinée par le décret n°2022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde, est venu consolider le modèle de sécurité civile instauré en 2004. Elle conforte les plans communaux de sauvegarde (PCS) et instaure les plans intercommunaux de sauvegarde (PICS) pour favoriser la gestion anticipée des crises.

Le PCS organise, sous l'autorité du maire, la préparation et la réponse au profit de la population lors des situations de crise – en articulation avec le plan Orsec départemental et le Plan intercommunal de sauvegarde. Il détermine, en fonction de l'ensemble des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

L'élaboration de ce plan organisationnel revêt un caractère obligatoire pour la Ville de Montpellier, par la présence de plans de prévention des risques naturels sur son territoire (inondation de la vallée du Lez et de la Mosson – approuvé le 13 janvier 2004 ; et incendies de forêt – approuvé le 30 janvier 2008), et dont l'analyse des risques doit désormais être étendue aux particularités locales ainsi qu'aux autres risques naturels dont l'intensité ou la soudaineté le rendent nécessaire.

Dans sa préparation pour faire face aux risques, un premier PCS a été rédigé et approuvé en Conseil municipal le 4 janvier 2007, avant d'être pris en charge par la mission Sécurité Civile du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique. La dernière révision en date du PCS a été validée le 29 novembre 2016 dans une approche multirisque et orientée en priorité sur le phénomène pluie-inondation en raison de l'occurrence et de l'intensité des épisodes méditerranéens, pouvant être particulièrement violents.

Au-delà des mises à jour, le PCS doit évoluer régulièrement afin de garantir son opérationnalité, apprécier l'analyse des risques et intégrer les nouvelles attentes réglementaires. Dans tous les cas, le délai de révision ne peut excéder cinq ans. A cet effet, la Ville de Montpellier s'est engagée dès 2019 à moderniser son PCS, adapter son organisation communale de sécurité civile pour gérer des crises multiformes, et ainsi renforcer la résilience territoriale, dans un contexte de dérèglement climatique.

Depuis 2016, l'organisation a profondément évolué entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, avec l'installation d'une administration rassemblée, et le territoire a connu une succession de crises à un rythme soutenu : vents violents et un incendie de forêt en 2017, épisode neigeux en 2018, canicule en 2019, pandémie de la Covid-19 entre 2020 et 2021, pluies intenses de 2021 et 2022, risque de délestage électrique programmé sur l'hiver 2022-2023, et auquel il est possible d'ajouter l'accueil d'urgence de réfugiés ukrainiens, la menace nucléaire (plan iode) en 2022, ainsi que les émeutes urbaines de l'été 2023. Autant de situations pour lesquelles l'administration a été sollicitée, prolongeant le projet de révision du PCS à aujourd'hui.

La gestion des crises devient plus complexe, et nécessite d'assurer la prise en compte simultanée de plusieurs événements dimensionnants pour assurer la protection de la population. Les risques tendent par ailleurs à l'hybridation (risques naturels et technologiques, pandémies et maladies infectieuses, risque d'attentat, menace de cyber-attaque, mouvements sociaux, tensions géopolitiques...).

Aussi, la vocation transversale du PCS requiert une mobilisation et une réflexion interservices, aboutissant à un document à la fois « *générique* » (pour gérer un ensemble de situations d'urgence) et « *spécifique* » (adapté à un risque ou menace majeure), qui intègre les notions d'anticipation, d'incertitudes, de temps et d'agilité nécessaires que doivent adopter les acteurs parties prenantes pour gérer collectivement une situation de crise.

Les travaux engagés ces dernières années amènent aux principales évolutions suivantes :

- Appréciation des risques et menaces majeurs du territoire (une vingtaine sont à considérer) ;
- Refonte de l'ossature et de la mise en forme du PCS pour le rendre plus opérant, faciliter les évolutions et l'interopérabilité avec un ensemble de plans de gestion de crise (dont le PICS) ;
- Réorganisation de la réponse de sécurité civile, en considérant la convergence des administrations Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et la gestion des crises à temps courts ou temps long ;
- Reprise du schéma d'alerte général, avec la mise en place d'une porte d'entrée unique pour la gestion de situations d'urgence sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Renforcement du dispositif d'astreinte de la Collectivité, avec des acteurs pivots sur le tactique (la coordination opérationnelle), et le stratégique (la décision) ;
- Réactualisation et consolidation du schéma de gouvernance et du plan de communication de crise ;
- Adaptation de la cellule de crise, et réaménagement du PC Communal situé au niveau -1 de l'Hôtel de Ville, en lien avec le centre d'exploitation de la vidéo ;
- Ajout d'une doctrine commune de sécurité civile ;
- Mise en œuvre et installation du cadre d'emploi de la Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) ;
- Développement d'une plateforme de gestion partagée des événements et de main courante ;
- Révision de la fiche événement pluie-inondation et formalisation des dispositions spécifiques pour les risques canicule et incendie de forêt ; D'autres risques sont aussi considérés dans les procédures de gestion de crise, mais restent à finaliser (incendie d'habitation collective, vent violent, neige & verglas, grand froid, pollution aux cyanobactéries, cyberattaque...) ;
- Intégration des situations exceptionnelles pouvant impliquer une gestion de crise « *hors cadres* », il a été apprécié l'interconnexion entre les événements et en intégrant un niveau supplémentaire à l'échelle de gravité (appelé « *hors norme* ») ;
- Elaboration d'une méthode d'apprentissage et d'amélioration continue (parcours de formation, retours d'expériences, exercices de sécurité civile, label de certification *Résilience France Collectivité*...) ;

- Réalisation d'actions et nouveaux outils portant l'information préventive auprès des populations soumises à un risque majeur, comprenant la révision du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et l'affichage communale des consignes de sécurités.

Enfin, la révision du PCS répond plus largement à un engagement de mandat de la Ville et de la Métropole en faveur de la protection des populations, que ce soit à travers la création d'une réserve citoyenne ; en rafraichissant les lieux publics, en végétalisant le territoire ; en intensifiant la modification de l'environnement des bâtiments publics et privés ; en réduisant la pollution liée à la circulation automobile, en poursuivant la sortie des énergies fossiles; en promouvant et soutenant une économie locale ; en luttant contre les inondations, en développant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) et le PLUi-Climat (porté par la Métropole) ou à travers une orientation du Plan Climat-Air-Energie Territorial Solidaire (PCAETS) pour rendre le territoire résilient aux risques, protéger la population et les activités des risques climatiques.

Le PCS est un document vivant et évolutif. À chaque révision et adaptation, le document fera l'objet d'un arrêté du Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en place de la révision du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285127-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.